

# Libérez Jean Remy Yama et les siens !



**Le coordonnateur de "Les Témoins Actifs", Jean Rémy Yama et certains de ses collègues de la société civile libre ont été enlevés et emmenés vers une destination inconnue, au cours d'un meeting qu'ils devraient animer dans un site privé, non loin du carrefour du Rond-point de la Cité de la Démocratie. Le samedi 9 juillet dernier.**

**A**u moment où nous mettions sous presse, plus d'une dizaine de leaders et membres de la société civile sont toujours introuvables. Les parents et leurs proches n'arrivent pas toujours à identifier leur lieu de détention ; d'autant plus que leurs numéros de téléphone sont indisponibles.

Il convient de rappeler que leur enlèvement serait imputable aux hommes à la solde du pouvoir. En effet, déterminés à barrer la route à la candidature d'Ali Bongo Ondimba, ces activistes ont prévu une manifestation non loin du rond point de la Cité de la démocratie. Sachant que le candidat du PDG devait passer par là, pour le dépôt de sa candidature à la Cénap. C'était le samedi 9 juillet 2016. Pendant que les leaders de la société civile se mettaient en place pour entamer leur manifestation, ils seront brutalement pris à partie par des

policiers et gendarmes - armés jusqu'aux dents. Alors qu'ils se trouvaient dans une concession privée.

Dans la foulée, plusieurs responsables et sympathisants de ces mouvements associatifs, venus en masse, ont été kidnappés par ces forces de sécurité et défense. Parmi lesquels, Jean Rémy Yama, président du Snc, coordonnateur des "Témoins Actifs" et secrétaire général du mouvement syndical "Dynamique unitaire" ; Roger Ondo Abessolo, président du Synatras ; Etienne Mba Mba, secrétaire général du Synaag ; Francky Guy Zémo, Gilbert N'ngang Medome, Jean Rémy Ebanega et bien d'autres.

A en croire Marc Ona Essangui, président du mouvement "ça suffit comme ça", présent à cette rencontre, « ce meeting rentrait dans le cadre des libertés individuelles reconnues par la constitution gabonaise et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ». De ce fait, la société civile condamne fermement ces manœuvres de kidnapping et demande la libération, sans condition, des leaders et les autres membres de la société civile. Et interpelle l'opinion nationale et internationale sur les violations des droits et principes fondamentaux de démocratie par le pouvoir d'Ali Bongo.

Tar'Engongha